

N. 7

ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERING

SEANCE DE L'APRES-MIDI
NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE :

CONGES :

Page 152.

PROJETS DE LOI (Discussion) :

Projet de loi contenant le budget des Affaires culturelles communes de l'année budgétaire 1980.

Projet de loi ajustant le budget des Affaires culturelles communes de l'année budgétaire 1979.

Discussion générale. — *Orateurs* : Mme Mayence-Goossens, M. Hansenne, ministre de la Communauté française, p. 152.

Projet de loi contenant le budget des Affaires culturelles communes de l'année budgétaire 1980.

Discussion et vote des articles, p. 160.

Projet de loi ajustant le budget des Affaires culturelles communes de l'année budgétaire 1979.

Discussion et vote des articles, p. 161.

Projet de loi ajustant le budget des Dotations culturelles de l'année budgétaire 1979.

Orateur : M. le Président, p. 153.

Discussion et vote des articles, p. 155.

Projet de loi contenant le budget des Dotations de l'année budgétaire 1980.

Projet de loi ajustant le budget des Dotations de l'année budgétaire 1979.

Orateur : M. le Président, p. 153.

Comité secret, p. 153.

Projet de loi contenant le budget des Dotations de l'année budgétaire 1980.

Discussion et vote des articles, p. 154.

Projet de loi ajustant le budget des Dotations de l'année budgétaire 1979.

Discussion et vote des articles, p. 154.

Projet de loi contenant le budget des Services du Premier ministre de l'année budgétaire 1980.

Discussion et vote des articles, p. 156.

Projet de loi ajustant le budget des Services du Premier ministre de l'année budgétaire 1979.

Discussion et vote des articles, p. 159.

CONSEIL D'ETAT :

Présentation de trois candidats à une place vacante de conseiller d'Etat, p. 156.

Scrutin, p. 160 et 162.

INHOUDSOPGAVE :

VERLOF :

Bladzijde 152.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking) :

Ontwerp van wet houdende de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor het begrotingsjaar 1980.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor het begrotingsjaar 1979.

Algemene bespreking. — *Sprekers* : Mevr. Mayence-Goossens, de heer Hansenne, minister van de Franse Gemeenschap, blz. 152.

Ontwerp van wet houdende de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor het begrotingsjaar 1980.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 160.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor het begrotingsjaar 1979.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 161.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting der Culturele Dotaties voor het begrotingsjaar 1979.

Spreker : de Voorzitter, blz. 153.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 155.

Ontwerp van wet houdende de begroting der Dotaties voor het begrotingsjaar 1980.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting der Dotaties voor het begrotingsjaar 1979.

Spreker : de Voorzitter, blz. 153.

Vergadering met gesloten deuren, blz. 153.

Ontwerp van wet houdende de begroting der Dotaties voor het begrotingsjaar 1980.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 154.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting der Dotaties voor het begrotingsjaar 1979.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 154.

Ontwerp van wet houdende de begroting van de Diensten van de Eerste minister voor het begrotingsjaar 1980.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 158.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van de Diensten van de Eerste minister voor het begrotingsjaar 1979.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 159.

RAAD VAN STATE :

Voordracht van drie kandidaten voor een openstaand ambt van Staatsraad, blz. 156.

Geheime stemming, blz. 160 en 162.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

MM. Bogaerts et De Seranno, secrétaires, prennent place au bureau.
De heren Bogaerts en De Seranno, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 10 m.
De vergadering wordt geopend te 14 u. 10 m.

CONGES — VERLOF

MM. Hismans, en raison d'un deuil familial; Hoyaux, Pouillet et Lutgen, en raison d'autres devoirs, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Hismans, wegens familierouw; Hoyaux, Pouillet en Lutgen, wegens andere plichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES AFFAIRES CULTURELLES COMMUNES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1980

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES AFFAIRES CULTURELLES COMMUNES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

Discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE CULTURELE ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1980

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE CULTURELE ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons l'examen des budgets relatifs aux Affaires culturelles communes.

Wij vatten de beraadslaging aan over de begrotingen betreffende de Gemeenschappelijke Culturele Zaken.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est au rapporteur.

M. Paulus, rapporteur. — Je me réfère à mon rapport, Monsieur le Président.

M. le Président. — La parole est à Mme Mayence.

Mme Mayence-Goossens. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le budget des Affaires culturelles communes comprend tous les subsides aux institutions qui, aux termes de l'article 59bis de la Constitution, ne sont pas considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou l'autre des communautés.

En fait, ce secteur culturel commun s'est amenuisé depuis 1970-1971 et c'est bien normal, la notion même d'autonomie culturelle étant très peu conciliable avec un certain bilinguisme postulé par le maintien de l'unité des institutions.

Toutefois, ce mouvement vers l'autonomie culturelle n'a peut-être pas été, au niveau du secteur commun, aussi approfondi que ne l'a été l'analyse des éléments qui, dans le secteur économique et social, appartenaient à la régionalisation. En effet, plusieurs institutions figurent

encore au titre du budget des Affaires culturelles communes dont on se demande pourquoi elles ne sont pas scindées et pourquoi elles ne pourraient être prises en charge par chacune des communautés. Je veux notamment parler de l'Institut royal du Patrimoine artistique et du Service national des Fouilles. Il s'agit là d'institutions financièrement importantes mais dont le fonctionnement pose actuellement problème.

L'Irpa a notamment pour objectif de procéder au catalogue, à la conservation et à la restauration des œuvres de notre patrimoine. Or, depuis des années, la politique menée par chacune des communautés, notamment dans le domaine des œuvres d'art, est différente. Chacun des exécutifs met l'accent, à juste titre d'ailleurs, sur les éléments qui intéressent sa communauté. Il paraît difficilement concevable de dissocier la politique des arts plastiques de celle suivie dans le domaine du catalogue, de la conservation et de la restauration.

Dans l'état actuel des choses, aucun des deux ministres, aucun des deux exécutifs communautaires ne dispose d'un organisme lui permettant de pratiquer la politique choisie par et pour sa communauté. De surcroît, le fonctionnement interne de ces institutions pose problème également; les services n'ont même pas encore été organisés au niveau de la direction. Il existe un bureau francophone d'un côté, un bureau néerlandophone de l'autre, ce qui entraîne des difficultés dans la gestion courante.

Sur le plan institutionnel, rien ne s'oppose à la scission de l'Irpa et à la création de deux instituts, chacun reprenant après inventaire les éléments du patrimoine de l'institut anciennement commun.

Sur le plan rationnel, une telle scission permettrait de concevoir de manière globale la politique en matière d'arts plastiques.

Dans l'immédiat, en tout cas, il serait souhaitable de procéder à une réorganisation interne de manière à scinder entièrement les services en services unilingues francophone et néerlandophone, afin que les décisions qui concernent le patrimoine de l'une ou de l'autre communauté soient prises par des agents appartenant à cette communauté.

Ce que j'ai dit à propos de l'Institut royal du Patrimoine artistique est également valable pour le Service national des Fouilles. Dans l'optique moderne de la protection de l'environnement et de la mise en valeur des biens culturels mobiliers et immobiliers, le problème des fouilles occupe une place importante. Les fouilles relèvent d'ailleurs de l'autonomie culturelle et, dans un certain nombre de discours, le secrétaire d'Etat responsable de la Communauté française sous le gouvernement précédent avait annoncé son intention de déposer au Conseil culturel un projet de décret prévoyant sous quelles conditions, dans le ressort de la communauté française, des fouilles pourraient être entreprises par des chercheurs. Si l'exécutif du gouvernement actuel maintient cette attitude, la suite logique du dépôt d'un pareil projet est évidemment la scission du Service des Fouilles.

J'aborderai enfin un problème que nous connaissons bien, puisqu'il s'agit d'un projet déposé au Sénat et qui concerne le Palais des Beaux-Arts. Celui-ci va, en effet, devenir un parastatal de catégorie B, c'est-à-dire un service public commun, donc bilingue, à Bruxelles.

On pourrait s'interroger sur l'opportunité de créer un service public de plus. Il s'agit, en l'occurrence, d'un projet qui date de plusieurs années. Mon propos n'est pas de critiquer ici la forme juridique donnée à cet organisme, mais de demander aux ministres leur position à l'égard de la situation actuelle et future des sociétés abritées par le Palais des

Beaux-Arts. On sait, en effet, que le bâtiment abrite un certain nombre d'activités exercées par diverses associations, par exemple, « Exploration du Monde », « Le Rideau de Bruxelles », « Les Jeunesses musicales », « La Société philharmonique », etc.

On a parfois fait état d'une inquiétude qui règne dans les milieux culturels francophones bruxellois de ces sociétés quant au maintien de leurs activités au Palais des Beaux-Arts. Il est clair, à cet égard, que les francophones ne pourraient admettre qu'à l'occasion de la modification du statut juridique de cet établissement, des mesures soient prises aboutissant à l'éviction d'une ou de plusieurs activités d'associations francophones, pour faire place à de nouvelles activités de la communauté flamande.

En conséquence, je pose la question au ministre francophone responsable : des mesures seront-elles prises pour que les activités existant actuellement au Palais des Beaux-Arts du côté francophone soient poursuivies dans les mêmes conditions que celles qui ont prévalu jusqu'ici ? Il est clair, en effet, qu'en matière culturelle, les usagers connaissent le chemin du Palais des Beaux-Arts et qu'un éventuel déménagement aboutirait, pour certaines associations, à des conséquences catastrophiques. Je songe, par exemple, aux théâtres. Nous avons eu l'occasion, dans le passé, de constater que lorsqu'une organisation culturelle comme un théâtre, par exemple, se déplace, elle perd son public et doit parfois attendre longtemps pour en retrouver un autre.

D'avance, je vous remercie, Monsieur le Ministre, de la réponse que vous voudrez bien donner aux questions que je vous ai posées. (*Applaudissements sur les bancs libéraux.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hansenne, ministre.

M. Hansenne, Ministre de la Communauté française. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'essaierai de répondre, aussi brièvement que possible, aux questions formulées par Mme Mayence.

En ce qui concerne l'Irpa et le Service national des Fouilles, il est évident que ces institutions relèvent du budget des Affaires culturelles communes depuis qu'il existe, certaines matières ayant été conférées respectivement aux deux communautés.

Cette question a fait l'objet, depuis une dizaine d'années, d'une discussion pragmatique et finalement ces deux institutions demeurent en place.

En ce qui concerne plus particulièrement l'Irpa, il est évident que le fait, pour les communautés, de pouvoir mener leur propre politique en matière de conservation de leur patrimoine, n'implique pas la disparition de cet organisme comme tel dans la mesure où il a acquis, au fil du temps, une technique, des instruments de travail et une expérience telle qu'il s'avère qu'à tout prendre et compte tenu de l'état actuel des choses, sa scission serait plus néfaste que bénéfique en ce qui concerne la conservation de notre patrimoine artistique. Il n'a dès lors pas paru opportun aux deux ministres responsables de réaliser cette scission qui entraînerait nécessairement l'achat de nouveaux équipements et la désignation de nouvelles personnes compétentes en matière de conservation de patrimoine artistique.

En ce qui concerne le Service national des Fouilles, je ferai les mêmes remarques, étant entendu que, sur ce point néanmoins, du côté de la communauté française en tout cas, des actions ont été entreprises, depuis quelques années déjà, qui n'accordent pas à ce service la totalité des compétences dans le domaine des fouilles à effectuer dans le secteur relevant de ladite communauté.

Quant à l'avenir réservé à ces institutions, il est évident que nous sommes amenés, ma collègue et moi, à devoir défendre l'avant-dernier budget des Affaires culturelles communes. En effet, dans le cadre de la loi de réforme de l'Etat, lorsque les exécutifs de communauté auront quitté le gouvernement national, un ministre national sera appelé à défendre ce budget devant les Chambres.

Il est certain qu'une séparation plus nette entre les matières relevant de la compétence des communautés et celles ressortissant à l'autorité nationale, risque de poser un certain nombre de problèmes quant à la continuité de la politique culturelle menée par chacune des communautés.

Il s'avérera donc vraisemblablement nécessaire, d'une part, de revoir l'ensemble du budget des Affaires culturelles communes à la lueur du changement intervenu dans l'organisation de nos institutions et, d'autre part, de voir si les accords pragmatiques qui ont été conclus et qui ont permis qu'un certain nombre d'institutions fassent aujourd'hui l'objet d'une inscription au budget des Affaires culturelles communes, doivent être maintenus. Dans l'état actuel des choses, la scission de l'Irpa et du Service national des Fouilles ne nous paraît pas souhaitable.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1980-1981
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1980-1981

Vous nous avez par ailleurs interrogé, Madame, sur la situation actuelle du Palais des Beaux-Arts.

Je vous rappelle qu'un projet de loi réglant la situation juridique de cette institution est actuellement pendant devant une commission de la Chambre des représentants. Nous espérons pouvoir en poursuivre à bref délai la discussion au sein de cette commission en manière telle qu'il puisse être voté et permettre à cette institution de connaître une situation financière plus stable.

Je tiens à rassurer Mme Mayence; rien dans le projet de loi actuel ne met en cause les institutions, les organismes ou les associations qui ont leur siège au Palais des Beaux-Arts. Il est évident que celui-ci, que ce soit dans sa forme actuelle ou dans sa forme future, ne peut être un vaisseau vide. Il ne continuera à jouer un rôle important dans notre politique culturelle que s'il persiste à se montrer accueillant envers les organismes qu'il abrite actuellement ainsi qu'envers ceux qui pourraient à l'avenir demander à fixer leur siège au Palais des Beaux-Arts.

En ce qui me concerne, il ne peut être question que la transformation du Palais des Beaux-Arts mette en cause l'activité des institutions qui y sont actuellement logées et qui contribuent pour une part importante à la renommée du Palais des Beaux-Arts, tant dans notre pays qu'à l'étranger. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Il sera procédé tout à l'heure à l'examen des articles.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE
BEGROTING DER CULTURELE DOTATIES VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Algemene beraadslaging

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES DOTATIONS
CULTURELLES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

Discussion générale

M. le Président. — Je vous propose d'aborder maintenant l'examen du projet de loi ajustant le budget des Dotations culturelles de l'année budgétaire 1979. (*Assentiment.*)

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

Personne ne demandant la parole, je la déclare close.

Daar niemand het woord vraagt, is ze gesloten.

Wij zullen straks overgaan tot de artikelsgewijze bespreking.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES DOTATIONS
DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1980

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES DOTATIONS DE
L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

Comité secret

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING DER DOTATIES VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1980

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE
BEGROTING DER DOTATIES VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Vergadering met gesloten deuren

M. le Président. — Le bureau est saisi d'une demande écrite émanant de dix membres du Sénat — MM. Roland Gillet, Payfa, Serge Moureaux, Bertrand, Bonmariage, Delpérée, Désir, Guillaume, Mme Mathieu, M. de Wasseige — tendant à ce que la Haute Assemblée se constitue en comité secret pour discuter le budget des Dotations.

Het bureau heeft vanwege tien leden van de Senaat — de heren Roland Gillet, Payfa, Serge Moureaux, Bertrand, Bonmariage, Delpérée, Désir, Guillaume, Mevr. Mathieu en de heer de Wasseige — een schriftelijke vraag ontvangen er toe strekkend dat de Senaat voor de behandeling van de begroting der Dotaties zou vergaderen met gesloten deuren.

Cette réunion en comité secret étant de droit en vertu du règlement et de la Constitution, il en sera ainsi. (*Assentiment.*)

Je vous propose d'autoriser le greffier, le directeur général des services de la Questure, deux interprètes ainsi qu'un technicien à demeurer en séance. (*Assentiment.*)

— La séance publique est suspendue à 14 h 25 m.
De openbare vergadering wordt geschorst te 14 u. 25 m.
Le Sénat se constitue en comité secret.
De Senaat vergadert met gesloten deuren.
La séance publique est reprise à 15 h 05 m.
De openbare vergadering wordt hervat te 15 u. 05 m.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES DOTATIONS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1980

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING DER DOTATIES VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1980

Beraadslaging en stemming over de artikelen

De Voorzitter. — Alvorens over te gaan tot de geheime stemming over de voordracht van drie kandidaten voor een openstaand ambt van Staatsraad, stel ik u voor de artikelen goed te keuren van het ontwerp van wet houdende de begroting der Dotaties voor het begrotingsjaar 1980.

Personne ne demandant la parole, je mets aux voix les articles du tableau.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik de artikelen van de tabel in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir documents n° 5-IV-1 et 2, session 1979-1980, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stukken nrs. 5-IV-1 en 2, zitting 1979-1980, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

Crédits pour les dépenses courantes (titre I) et pour les dépenses de capital (titre II)

Article 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses de l'année budgétaire 1980 afférentes au budget des Dotations et énumérées au tableau ci-annexé, des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

Crédits dissociés

	Crédits non dissociés	Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
TITRE I			
Dépenses courantes . . .	3 176,5	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital . . .	133,0	—	—
Totaux . . .	3 309,5	—	—

Ces crédits sont énumérés au titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I) en de kapitaaluitgaven (titel II)

Artikel 1. Voor de aan het begrotingsjaar 1980 verbonden en in hierbijgaande tabel opgesomde uitgaven betreffende de begroting der Dotaties, worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken) :

Gesplitste kredieten

	Niet- gesplitste kredieten	Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
TITRE I			
Lopende uitgaven . . .	3 176,5	—	—
TITRE II			
Kapitaaluitgaven . . .	133,0	—	—
Totalen . . .	3 309,5	—	—

Die kredieten worden opgesomd in de titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. Le crédit provisionnel inscrit à l'article 01.41 de la section 36 du présent budget peut être réparti selon les besoins par voie d'arrêté royal entre les articles appropriés.

Art. 2. Het provisioneel krediet ingeschreven onder het artikel 01.41 van sectie 36 van deze begroting mag, volgens de behoeften, worden verdeeld over de passende artikels door middel van een koninklijk besluit.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé demain au vote sur l'ensemble du projet de loi.

We stemmen morgen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES DOTATIONS DE L'ANNEE 1979

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING DER DOTATIES VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget des Dotations de l'année budgétaire 1979.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting der Dotaties voor het begrotingsjaar 1979.

Personne ne demandant la parole, je mets aux voix les articles du tableau.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik de artikelen van de tabel in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir documents n° 6-IV-1 et 2, session 1979-1980, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stukken nrs. 6-IV-1 en 2, zitting 1979-1980, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

I. Ajustements des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au titre I — Dépenses courantes — du budget des Dotations de l'année budgétaire 1979, sont ajustés suivant les données détaillées au tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs) :

	Crédits non dissociés	Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
TITRE I			
Dépenses courantes			
Réductions	6,1	—	—

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten, ingeschreven onder de titel I — Lopende uitgaven — van de begroting van Dotaties voor het begrotingsjaar 1979, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken) :

	Niet- gesplitste kredieten	Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
TITRE I			
Lopende uitgaven			
Verminderings	6,1	—	—

— Adopté.

Aangenomen.

II. Dispositions diverses

Art. 2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

II. Diverse bepalingen

Art. 2. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé demain au vote sur l'ensemble du projet de loi.

We stemmen morgen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES DOTATIONS CULTURELLES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING DER CULTURELE DOTATIES VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget des Dotations culturelles de l'année 1979.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting der Culturele Dotaties voor het begrotingsjaar 1979.

Personeel ne demandant la parole, je mets aux voix les articles du tableau.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik de artikelen van de tabel in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir documents n° 6-IVbis-1 et 2, session 1979-1980, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stukken nrs. 6-IVbis-1 en 2, zitting 1979-1980, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

I. Ajustements des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au titre I — Dépenses courantes — et au titre II — Dépenses de capital — du budget des Dotations culturelles de l'année budgétaire 1979, sont ajustés suivant les données détaillées au tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs) :

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE I			
<i>Dépenses courantes</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante	290,9	—	—
Réductions	—	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures . . .	695,4	—	—
TITRE II			
<i>Dépenses de capital</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante	4,0	70,0	63,0
Réductions	—	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures . . .	8,9	—	—

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten ingeschreven onder de titel I — Lopende uitgaven — en onder de titel II — Kapitaaluitgaven — van de begroting van de Culturele Dotaties voor het begrotingsjaar 1979, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken) :

Gesplitste kredieten

Niet-gesplitste kredieten — Vast-leggings-kredieten — Ordonnan- cerings-kredieten

TITEL I

Lopende uitgaven

Bijkredieten voor het lopend jaar	290,9	—	—
Verminderings	—	—	—
Bijkredieten voor vroegere jaren	695,4	—	—

TITEL II

Kapitaaluitgaven

Bijkredieten voor het lopend jaar	4,0	70,0	63,0
Verminderings	—	—	—
Bijkredieten voor vroegere jaren	8,9	—	—

— Adopté.

Aangenomen.

II. Dispositions diverses

Art. 2. Sont relevées de la prescription quinquennale, les créances mentionnées ci-après :

Budget des Affaires culturelles de la communauté culturelle française : secteur Santé publique et Famille :

Titre I — Partie II - Section 32.

Article 12.45 :

Année	Créancier	Montant
—	—	—
1972	Ets. Douin et Fils	F 29 868
1973	Ets. Douin et Fils	F 10 923

II. Diverse bepalingen

Art. 2. De hierna vermelde schuldvorderingen zijn van de vijfjarige verjaring ontheven :

Begroting van de Culturele Zaken van de Franse cultuurgemeenschap : Sector Volksgezondheid en Gezin :

Titel I — Deel II - Sectie 32.

Artikel 12.45 :

Jaar	Schuldeiser	Bedrag
—	—	—
1972	Ets. Douin et Fils	F 29 868
1973	Ets. Douin et Fils	F 10 923

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Le solde disponible au 31 décembre 1979 des crédits inscrits à l'article 12.21 des sections 34, 44 et 54 du budget des Affaires culturelles de la communauté culturelle française — Secteur Culture française — et à l'article 12.57 de la section 33 du budget des Affaires culturelles de la communauté culturelle néerlandaise — Secteur Culture néerlandaise — peut être versé aux fonds spéciaux ouverts à cet effet respectivement à l'article 66.03.A — titre IV du budget des Affaires culturelles de la communauté culturelle française — Secteur Culture française — et à l'article 66.03.A — titre IV du budget des Affaires culturelles de la communauté culturelle néerlandaise — Secteur Culture néerlandaise.

Art. 3. Het beschikbaar saldo op 31 december 1979 van de kredieten uitgetrokken op het artikel 12.21 van de secties 34, 44 en 54 van de begroting van de Culturele Zaken van de Franse cultuurgemeenschap — Sector Franse cultuur — en op het artikel 12.57 van sectie 33 van de begroting van de Culturele Zaken van de Nederlandse cultuurgemeenschap — Sector Nederlandse cultuur — mag gestort worden op de speciale fondsen, daartoe geopend respectievelijk op het artikel 66.03.A — titel IV van de begroting van de Culturele Zaken van de Franse cultuurgemeenschap — Sector Franse cultuur — en op het artikel 66.03.A — titel IV van de begroting van de Culturele Zaken van de Nederlandse cultuurgemeenschap — Sector Nederlandse Cultuur.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

Art. 4. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen der Schatkist gedekt worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé demain au vote sur l'ensemble du projet de loi.

We stemmen morgen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

CONSEIL D'ETAT

*Présentation de trois candidats
à une place de conseiller d'Etat*

RAAD VAN STATE

*Voordracht van drie kandidaten
voor een ambt van Staatsraad*

M. le Président. — Il va être procédé au vote pour la présentation des candidats à une place de conseiller d'Etat.

Aan de orde is nu de geheime stemming over de voordracht van kandidaten voor een ambt van Staatsraad.

Le sort désigne MM. Dalem et De Smeyter pour remplir, avec MM. les secrétaires, les fonctions de scrutateur.

Het lot duidt de heren Dalem en De Smeyter aan om, samen met de heren secretarissen, de functie van stemopnemer te vervullen.

Il sera procédé par trois scrutins séparés au vote pour la présentation du premier, du deuxième et du troisième candidat.

De voordracht van de eerste, van de tweede en van de derde kandidaat geschiedt bij drie afzonderlijke stemmingen.

Pour éviter toute erreur, je vous engage à ne déposer votre bulletin dans l'urne qu'au moment même de l'appel de votre nom.

Om elke vergissing te vermijden, verzoek ik u uw stembriefje slechts in de bus te steken op het ogenblik dat uw naam afgeroepen wordt.

Nous allons procéder à la présentation du premier candidat.

Nu gaan wij stemmen over de voordracht van de eerste kandidaat.

Le vote commence par le nom de M. Dalem.

De stemming begint met de naam van de heer Dalem.

— Il sera procédé au scrutin.

Er wordt overgegaan tot de geheime stemming.

M. le Président. — Le scrutin est clos.

De stemming is gesloten.

Il conviendra sans doute au Sénat de poursuivre l'examen de son ordre du jour pendant que les scrutateurs dépouilleront les bulletins.

De Senaat zal waarschijnlijk zijn agenda willen voortzetten, terwijl de stemopnemers de stembiljetten nazien. (*Instemming.*)

Il en sera donc ainsi.

Aldus is beslist.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1980

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN DE DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1980

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget des Services du Premier ministre de 1980.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van de Diensten van de Eerste minister voor 1980.

Il conviendra sans doute au Sénat de prendre comme base de la discussion des articles le texte adopté par la commission avec les nouveaux amendements du gouvernement.

Ik stel de Senaat voor de tekst aangenomen door de commissie, met de nieuwe amendementen van de regering, als basis te nemen voor de bespreking van de artikelen (*Instemming.*)

Il en est ainsi décidé.

Aldus is beslist.

Au tableau budgétaire, M. Humblet propose les amendements que voici :

Titre I. — Dépenses courantes

Section 01. — Dépenses de cabinet du Premier ministre

Art. 11.02. Traitements et indemnités du personnel du cabinet (p. 10).

Ramener le crédit de 57,7 millions de francs à 57,3 millions de francs.

Réduction : 0,4 million de francs.

Titel I. — Lopende uitgaven

Sectie 01. — Kabinetsuitgaven van de Eerste minister

Art. 11.02. Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van het kabinet (blz. 11).

Het krediet van 57,7 miljoen frank terug te brengen tot 57,3 miljoen frank.

Vermindering : 0,4 miljoen frank.

Art. 12.19. Frais de fonctionnement du cabinet (p. 10).

Ramener le crédit de 21,6 millions de francs à 19 millions de francs.

Réduction : 2,6 millions de francs.

Art. 12.19. Werkingskosten van het kabinet (blz. 11).

Het krediet van 21,6 miljoen frank terug te brengen tot 19 miljoen frank.

Vermindering : 2,6 miljoen frank.

Section 04. — Dépenses de cabinet du ministre de la Fonction publique et des Réformes institutionnelles

Art. 11.02. Traitements et indemnités du personnel du cabinet (p. 14).

Ramener le crédit de 45,0 millions de francs à 33 millions de francs.

Réduction : 12 millions de francs.

Sectie 04. — Kabinetsuitgaven van de minister van Openbaar Ambt en Institutionele Hervormingen

Art. 11.02. Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van het kabinet (blz. 15).

Het krediet van 45,0 miljoen frank terug te brengen tot 33 miljoen frank.

Vermindering : 12 miljoen frank.

Art. 12.19. Frais de fonctionnement du cabinet (p. 14).

Ramener le crédit de 20,6 millions de francs à 9,6 millions de francs.

Réduction : 11 millions de francs.

Art. 12.19. Werkingskosten van het kabinet (blz. 15).

Het krediet van 20,6 miljoen frank terug te brengen tot 9,6 miljoen frank.

Vermindering : 11 miljoen frank.

Section 05. — Dépenses de cabinet du ministre de la Région bruxelloise

Art. 11.02. Traitements et indemnités du personnel du cabinet (p. 14).

Ramener le crédit de 45,9 millions de francs à 36,6 millions de francs.

Réduction : 9,3 millions de francs.

Sectie 05. — Kabinetsuitgaven van de minister van het Brusselse Gewest

Art. 11.02. Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van het kabinet (blz. 15).

Het krediet van 45,9 miljoen frank terug te brengen tot 36,6 miljoen frank.

Vermindering : 9,3 miljoen frank.

Art. 12.19. Frais de fonctionnement du cabinet (p. 16).

Ramener le crédit de 13,9 millions de francs à 10 millions de francs.

Réduction : 3,9 millions de francs.

Art. 12.19. Werkingskosten van het kabinet (blz. 17).

Het krediet van 13,9 miljoen frank terug te brengen tot 10 miljoen frank.

Vermindering : 3,9 miljoen frank.

Section 15. — Dépenses de cabinet
du secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise (français)

ART. 11.02. Traitements et indemnités du personnel du cabinet (p. 20).
Ramener le crédit de 25,0 millions de francs à 18,7 millions de francs.

Réduction : 6,3 millions de francs.

Sectie 15. — Kabinetsuitgaven
van de staatssecretaris voor het Brussels Gewest (Frans)

ART. 11.02. Jaarweden en vergoedingen van het personeel van het kabinet (blz. 21).

Het krediet van 25,0 miljoen frank terug te brengen tot 18,7 miljoen frank.

Vermindering : 6,3 miljoen frank.

ART. 12.19. Frais de fonctionnement du cabinet (p. 22).

Ramener le crédit de 6 millions de francs à 4,3 millions de francs.
Réduction : 1,7 million de francs.

ART. 12.19. Werkingskosten van het kabinet (blz. 23).

Het krediet van 6 miljoen frank terug te brengen tot 4,3 miljoen frank.

Vermindering : 1,7 miljoen frank.

Section 16. — Dépenses de cabinet
du secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise (néerlandais)

ART. 11.02. Traitements et indemnités du personnel du cabinet (p. 22).

Ramener le crédit de 28,0 millions de francs à 20 millions de francs.
Réduction : 8 millions de francs.

Sectie 16. — Kabinetsuitgaven
van de staatssecretaris voor het Brussels Gewest (Nederlands)

ART. 11.02. Jaarweden en vergoedingen van het personeel van het kabinet (blz. 23).

Het krediet van 28,0 miljoen frank terug te brengen tot 20 miljoen frank.

Vermindering : 8 miljoen frank.

ART. 12.19. Frais de fonctionnement du cabinet (p. 22).

Ramener le crédit de 6,4 millions de francs à 3,9 millions de francs.
Réduction : 2,5 millions de francs.

ART. 12.19. Werkingskosten van het kabinet (blz. 23).

Het krediet van 6,4 miljoen frank terug te brengen tot 3,9 miljoen frank.

Vermindering : 2,5 miljoen frank.

Je propose au Sénat de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble de ces amendements qui ont tous la même portée : réduire les dépenses de cabinet. (*Assentiment.*)

— Ces amendements, mis aux voix par assis et levé, ne sont pas adoptés.

Deze amendementen, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, worden niet aangenomen.

M. le Président. — Je mets aux voix les articles du tableau.

— Ces articles, avec les amendements du gouvernement, sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voir documents n°s 5-V-1 à 8, session 1979-1980, du Sénat.*)

Deze artikelen, met de amendementen van de regering, worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie stukken nrs. 5-V-1 tot 8, zitting 1979-1980, van de Senaat.*)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

Crédits pour les dépenses courantes (titre I)
et pour les dépenses de capital (titre II)

Article 1^{er}. Il est ouvert, pour les dépenses des Services du Premier ministre afférents à l'année budgétaire 1980, des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE I			
Dépenses courantes . . .	2 641,9	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital . . .	1 313,3	1 088,7	798,3
Totaux . . .	3 955,2	1 088,7	798,3

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I)
en voor de kapitaaluitgaven (titel II)

Artikel 1. Voor de uitgaven van de Diensten van de Eerste minister voor het begrotingsjaar 1980 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken) :

	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vast-leggings-kredieten	Ordonnancings-kredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven . . .	2 641,9	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven . . .	1 313,3	1 088,7	798,3
Totaal . . .	3 955,2	1 088,7	798,3

Die kredieten worden opgesomd onder de titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

— Adopté.

Aangenomen.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 modifié de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 15 000 000, 2 000 000 et de 1 500 000 francs peuvent être consenties respectivement au comptable extraordinaire de l'administration logistique du Premier ministre, au comptable extraordinaire des Services de Programmation de la Politique scientifique et aux autres comptables extraordinaires des Services du Premier ministre. Au moyen de ces avances, les comptables extraordinaires peuvent effectuer le paiement des créances ne dépassant pas 50 000 francs.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 2. In afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 15 000 000, 2 000 000 en 1 500 000 frank verleend worden respectievelijk aan de buitengewone rekenplichtige van het logistiek bestuur van de Eerste minister, aan de buitengewone rekenplichtige van de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid en aan de andere buitengewone rekenplichtigen van de Diensten van de Eerste minister. Bij middel van deze voorschotten mogen de buitengewone rekenplichtigen de schuldvoorordeningen betalen die niet hoger zijn dan 50 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Le Premier ministre, le ministre de la Fonction publique et le ministre de la Politique scientifique sont autorisés à accorder des provisions aux experts et huissiers de justice qui interviennent pour le compte de leurs services.

Art. 3. De Eerste minister, de minister van Openbaar Ambt en de minister van Wetenschapsbeleid worden gemachtigd provisies te verlenen aan experts en gerechtsdeurwaarders die voor rekening van hun diensten optreden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Vu le caractère urgent des dépenses à prévoir et par dérogation à l'article 15 modifié de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds successives d'un montant ne dépassant pas 100 000 francs pour chacune des sections 31 et 32 et dont il sera justifié ultérieurement, peuvent être consenties au comptable chargé de la liquidation des secours et allocations à caractère social.

Art. 4. Gezien het spoedeisend karakter der in het vooruitzicht gestelde uitgaven en in afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen voor elk van de secties 31 en 32, achtereenvolgende voorschotten van ten hoogste 100 000 frank en die later zullen verantwoord worden, toegestaan worden aan de rekenplichtige die belast is met de vereffening van de hulpelden en toelagen van sociale aard.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. Le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles établies par l'article 23 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

Art. 5. De betaling van de geboortetoelagen en van de vergoedingen wegens begrafenis kosten geschiedt volgens de regels vastgesteld door artikel 23 van de wet van 15 mei 1846 op de rijkscomptabiliteit.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. Le crédit provisionnel inscrit à l'article 01.01 de la section 31 du titre I du présent budget peut, avec l'accord du ministre du Budget, être réparti selon les besoins par voie d'arrêté royal entre les articles appropriés du même titre.

Art. 6. Het provisioneel krediet ingeschreven onder het artikel 01.01 van sectie 31 van titel I van deze begroting mag, met het akkoord van de minister van Begroting, volgens de behoeften worden verdeeld over de passende artikels van dezelfde titel I door middel van een koninklijk besluit.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Le crédit provisionnel inscrit à l'article 01.01 de la section 32 du titre I du présent budget peut, avec l'accord du ministre du Budget, être réparti par voie d'arrêtés royaux suivant les besoins dûment constatés auprès des divers départements.

Art. 7. Het provisioneel krediet ingeschreven onder het artikel 01.01 van sectie 32 van titel I van deze begroting mag worden verdeeld, met het akkoord van de minister van Begroting, bij middel van koninklijke besluiten naargelang van de degelijk vastgestelde behoeften in de verschillende departementen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. Par dérogation aux dispositions de l'article 18, § 2, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les soldes des crédits non dissociés ci-après peuvent être reportés à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés :

Titre I, section 32, article 01.01;

Titre I, section 33, article 01.01.

Art. 8. Bij afwijking van de beschikkingen van artikel 18, § 2, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, mogen de saldi van de volgende, niet-gesplitste kredieten, naar het volgende jaar worden overgedragen in dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten :

Titel I, sectie 32, artikel 01.01;

Titel I, sectie 33, artikel 01.01.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. Par dérogation aux dispositions de l'article 5 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, des dépenses d'années antérieures peuvent être imputées à charge des crédits non dissociés ci-après :

Titre I, section 31, article 12.01;

Titre I, section 32, article 12.01;

Titre I, section 33, articles 12.01 et 01.01.

Art. 9. Bij afwijking van de beschikkingen van artikel 5 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit mogen uitgaven van vroegere jaren aangerekend worden op de hierna volgende niet-gesplitste kredieten :

Titel I, sectie 31, artikel 12.01;

Titel I, sectie 32, artikel 12.01;

Titel I, sectie 33, artikels 12.01 en 01.01.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9bis. Le Premier ministre est autorisé à transférer le crédit prévu à l'article 33.04 de la section 31 du titre I à l'article 60.03 du titre IV, section particulière.

Art. 9bis. De Eerste minister wordt gemachtigd het krediet uitgetrokken op artikel 33.04 van de sectie 31 van titel I over te hevelen naar het artikel 60.03 van titel IV, afzonderlijke sectie.

— Adopté.

Aangenomen.

Dispositions particulières relatives aux dépenses de capital

Art. 10. Par dérogation aux dispositions contenues dans le dernier alinéa de l'article 18, § 2, de la loi du 28 juin 1963, modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les crédits non dissociés inscrits sous les articles 01.02, 01.03.01 et 01.03.02 de la section 33 du titre II de la présente loi, peuvent être reportés à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés.

Bijzondere bepalingen betreffende de kapitaaluitgaven

Art. 10. Bij afwijking van de beschikkingen van de laatste alinea van artikel 18, § 2, van de wet van 28 juni 1963, tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, mogen de niet-gesplitste kredieten ingeschreven onder de artikels 01.02, 01.03.01 en 01.03.02 van de sectie 33 van titel II van deze wet naar het volgend jaar worden overgedragen onder dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten.

— Adopté.

Aangenomen.

TITRE IV. — Section particulière

Art. 11. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi sont évaluées à 650 100 000 francs pour les recettes et à 644 100 000 francs pour les dépenses.

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

Art. 11. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 650 100 000 frank voor de ontvangsten en op 644 100 000 frank voor de uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 12. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au titre IV du tableau joint à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 12. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

— Adopté.

Aangenomen.

Autres dispositions spéciales

Art. 13. Le ministre de la Politique scientifique est autorisé à renoncer, conformément aux engagements unanimes qui auront été pris par les pays membres de l'Agence spatiale européenne, à la récupération des droits et taxes nationaux frappant le prix des travaux et fournitures effectués en Belgique pour cette organisation et dont le paiement a été avancé à charge de son budget et de rembourser à cette organisation en complément de la contribution belge, le montant des droits et taxes nationaux éventuellement payés par la susdite agence pour pareils travaux ou fournitures.

Andere bijzondere bepalingen

Art. 13. De minister van Wetenschapsbeleid is, overeenkomstig de cenparige verbintenissen van de Lid-Staten van het Europees Ruimte-agentschap, gemachtigd af te zien van het invorderen van de nationale rechten en belastingen die toepasselijk zijn op de prijs van werken en leveringen welke België voor die organisatie presteert en waarvan de betaling ten laste van zijn begroting werd voorgeschieden; hij is eveneens gemachtigd aan die organisatie, ter aanvulling van het Belgisch aandeel, het bedrag terug te betalen van de nationale rechten en belastingen die voornoemd agentschap eventueel voor dergelijke werken of leveringen heeft betaald.

— Adopté.

Aangenomen.

Dispositions particulières relatives aux crédits pour les matières personnalisables

Art. 14. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut répartir les crédits inscrits sous l'article 01.01 de la section 61 du titre II — Dépenses de capital — entre les exécutifs des communautés et les ministres et secrétaires d'Etat ayant en charge la gestion des matières personnalisables.

Bijzondere bepalingen betreffende de kredieten voor persoonsgebonden materies

Art. 14. Bij in Ministerraad overlegd besluit, kan de Koning de kredieten uitgetrokken onder het artikel 01.01 van de sectie 61 van titel II — Kapitaaluitgaven — verdelen tussen de gemeenschapsexecutieven en de ministers en staatssecretarissen die belast zijn met het beheer van de persoonsgebonden materies.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé demain au vote de l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen morgen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN DE DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget des Services du Premier ministre de 1979.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van de Diensten van de Eerste minister voor 1979.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir documents n° 6-V-1 à 4, session 1979-1980, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stukken nrs. 6-V-1 tot 4, zitting 1979-1980, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

I. Ajustements des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au titre I — Dépenses courantes — et au titre II — Dépenses de capital — du budget des Services du Premier ministre de l'année budgétaire 1979, sont ajustés suivant les données détaillées au tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs) :

	Crédits non dissociés	Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
—			
Crédits dissociés			
—			
TITRE I			
<i>Dépenses courantes</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante . . .	48,8	—	—
Réductions	193,9	—	—
Crédits supplémentaires années budgétaires antérieures . .	17,6	—	—
TITRE II			
<i>Dépenses de capital</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante . . .	47,8	34,5	34,5
Réductions	14,8	—	—
Crédits supplémentaires années budgétaires antérieures . .	0,1	—	—

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten, ingeschreven onder de titel I — Lopende uitgaven — en onder de titel II — Kapitaaluitgaven — van de begroting van de Diensten van de Eerste minister voor het begrotingsjaar 1979, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken) :

		Gesplitste kredieten	
	Niet-gesplitste kredieten	Vast-leggings-kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
	—	—	—
TITEL I			
<i>Lopende uitgaven</i>			
Bijkredieten voor het lopend jaar	48,8	—	—
Verminderingen	193,9	—	—
Bijkredieten vorige begrotings- jaren	17,6	—	—

— Adopté.

Aangenomen.

II. Dispositions diverses

Art. 2. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

II. Diverse bepalingen

Art. 2. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen der Schatkist gedekt worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé demain au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen morgen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

MEDEDELING VAN DE VOORZITTER COMMUNICATION DE M. LE PRESIDENT

De Voorzitter. — Dames en Heren, hier volgt de uitslag van de geheime stemming ter aanwijzing van de eerste kandidaat voor het openstaande ambt van Staatsraad.

Voici le résultat du scrutin pour la désignation du premier candidat à une place vacante de conseiller d'Etat.

Aantal stemmenden : 113.

Nombre de votants : 113.

Blanco- of ongeldige stembriefjes : 2.

Bulletins blancs ou nuls : 2.

Geldige stemmen : 111.

Votes valables : 111.

Volstreekte meerderheid : 56.

Majorité absolue : 56.

De heer Van Aelst bekomt 78 stemmen.

M. Van Aelst obtient 78 suffrages.

De heer Vanwelkenhuyzen bekomt 26 stemmen.

M. Vanwelkenhuyzen obtient 26 suffrages.

De heer Dupont bekomt 6 stemmen.

M. Dupont obtient 6 suffrages.

De heer Deschamps bekomt 1 stem.

M. Deschamps obtient 1 suffrage.

Bijgevolg wordt de heer Van Aelst, die de volstreekte meerderheid der stemmen bekomen heeft, tot eerste kandidaat uitgeroepen.

En conséquence, M. Van Aelst, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé premier candidat.

Wij gaan nu over tot de aanwijzing van de tweede kandidaat.

Nous allons procéder maintenant à la désignation du deuxième candidat.

— Il est procédé au scrutin.

Er wordt overgegaan tot de geheime stemming.

De Voorzitter. — De geheime stemming is gesloten.

Le scrutin est clos.

De Senaat zal waarschijnlijk de behandeling van de artikelen van de ontwerpen van wet betreffende de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken willen aanvatten, terwijl de stemopnemers de stembiljetten nazien.

Il conviendra sans doute au Sénat d'aborder l'examen des articles des projets de loi relatifs au budget des Affaires culturelles communes. (*Assentiment.*)

Dan is hiertoe besloten.

Il en sera donc ainsi.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES AFFAIRES CULTURELLES COMMUNES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1980

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE CULTURELE ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1980

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget des Affaires culturelles communes de 1980.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor 1980.

Il conviendra sans doute au Sénat de prendre comme base de la discussion le texte adopté par la commission avec les nouveaux amendements du gouvernement.

Ik stel de Senaat voor de tekst aangenomen door de commissie met de nieuwe amendementen van de regering als basis te nemen voor de bespreking. (*Instemming.*)

Il en est ainsi décidé.

Aldus is beslist.

Personne ne demandant la parole, je mets aux voix les articles du tableau.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik de artikelen van de tabel in stemming.

— Ces articles, avec les amendements du gouvernement, sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voir documents n°s 5-XX-1 à 3, session 1979-1980, du Sénat.*)

Deze artikelen, met de amendementen van de regering, worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie stukken nrs. 5-XX-1 tot 3, zitting 1979-1980, van de Senaat.*)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

Crédits pour les dépenses courantes (titre I) et pour les dépenses de capital (titre II)

Article 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses de l'année budgétaire 1980 afférentes aux Affaires culturelles communes des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE I			
Dépenses courantes . . .	978,2	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital . . .	71,7	—	—
Totaux . . .	1 049,9	—	—

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I) en de kapitaaluitgaven (titel II)

Artikel 1. Voor de uitgaven betreffende de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor het begrotingsjaar 1980 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken) :

	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven . . .	978,2	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven . . .	71,7	—	—
Totaal . . .	1 049,9	—	—

Die kredieten worden opgesomd onder de titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

— Adopté.

Aangenomen.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 10 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptes extraordinaires du département.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 2. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 10 000 000 frank aan de buitengewone rekenplichtigen van het departement verleend worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Par dérogation à l'article 14, premier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, les

avances de fonds peuvent servir à payer les rémunérations, les allocations et indemnités de toutes espèces en faveur du personnel rétribué par l'Etat ainsi que les créances résultant de marchés n'excédant pas 50 000 francs.

Les avances de fonds mises à la disposition du Service des Fouilles pourront supporter des dépenses d'un montant maximum de 50 000 francs.

Les avances de fonds mises à la disposition de l'administration des Arts, Lettres, Education populaire et Jeunesse ainsi que des musées de l'Etat relevant de cette administration pour l'achat d'œuvres d'art ou d'objets de collection pourront supporter des dépenses d'un montant maximum de 50 000 francs.

Art. 3. In afwijking van artikel 14, eerste alinea, van de organieke wet van het Rekenhof van 29 oktober 1846 mogen de geldvoorschotten gebruikt worden voor de uitkering van de bezoldigingen, de toelagen en vergoedingen van alle aard ten gunste van het personeel bezoldigd door de Staat evenals voor de betaling van de schuldvorderingen voortvloeiend uit overeenkomsten die 50 000 frank niet overschrijden.

De geldvoorschotten, ter beschikking gesteld van de Dienst voor Opgravingen, mogen uitgaven dekken die ten hoogste 50 000 frank belopen.

De geldvoorschotten, ter beschikking gesteld van het bestuur van Kunsten, Letteren, Volksopleiding en Jeugd alsmede van de rijks-musea ressorterend onder dit bestuur, voor de aankoop van kunstwerken of collectievoorwerpen, mogen uitgaven dekken tot een maximumbedrag van 50 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Les reliquats éventuels des crédits alloués aux différents musées de Belgique pour l'acquisition d'œuvres d'art ou d'objets de collection, pourront être versés, au titre de subventions, aux caisses de ces établissements.

Art. 4. De eventuele overschotten van de kredieten verleend aan de verschillende musea van België voor de aankoop van kunstwerken of collectievoorwerpen mogen als toelagen gestort worden in de kassen van deze instellingen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. Les indemnités pour frais funéraires ainsi que les allocations de naissance peuvent être liquidées de la même manière que les rémunérations des bénéficiaires.

Art. 5. De vergoedingen wegens begrafeniskosten, alsmede de geboortetoelagen mogen op dezelfde wijze uitbetaald worden als de bezoldigingen der belanghebbenden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. Les crédits non dissociés ci-après peuvent couvrir des dépenses se rapportant à des années budgétaires antérieures :

Titre I, section 31, article 12.01;

Titre I, section 32, article 12.01;

Titre I, section 33, article 12.01.

Art. 6. De hierna volgende niet-gesplitste kredieten mogen uitgaven dekken met betrekking tot vroegere begrotingsjaren :

Titel I, sectie 31, artikel 12.01;

Titel I, sectie 32, artikel 12.01;

Titel I, sectie 33, artikel 12.01.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Le crédit provisionnel inscrit à l'article 01.04 de la section 36 du titre I du présent budget peut être réparti selon les besoins par voie d'arrêté royal entre les articles appropriés du même titre.

Art. 7. Het provisioneel krediet ingeschreven onder het artikel 01.04 van sectie 36 van titel I van deze begroting mag volgens de behoeften worden verdeeld over de passende artikels van dezelfde titel door middel van een koninklijk besluit.

— Adopté.

Aangenomen.

TITRE IV. — Section particulière

Art. 8. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 768 400 000 francs pour les recettes et à 785 900 000 francs pour les dépenses.

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

Art. 8. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 768 400 000 frank voor de ontvangsten en op 785 900 000 frank voor de uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au titre IV du tableau joint à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables du département sont désignés par l'indice C.

Art. 9. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel of van de littera die betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen van het departement, worden door het teken C aangeduid.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé demain au vote de l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen morgen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES AFFAIRES CULTURELLES COMMUNES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE CULTURELE ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget de Affaires culturelles communes de 1979.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor 1979.

Personne ne demandant la parole, je mets aux voix les articles du tableau.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik de artikelen van de tabel in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir documents n° 6-XX-1 et 2, session 1979-1980, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stukken nrs. 6-XX-1 en 2, zitting 1979-1980, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

I. Ajustements des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au titre I — Dépenses courantes — et au titre II — Dépenses de capital — du budget des Affaires culturelles communes de l'année budgétaire 1979, sont ajustés suivant les

données détaillées au tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs) :

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE I			
<i>Dépenses courantes</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante	14,4	—	—
Réductions	21,4	—	—
Crédits supplémentaires pour années budgétaires antérieures	18,0	—	—
TITRE II			
<i>Dépenses de capital</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante	32,3	—	—
Réductions	2,1	—	—
Crédits supplémentaires pour années budgétaires antérieures	0,1	—	—

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten ingeschreven onder de titel I — Lopende uitgaven — en onder de titel II — Kapitaaluitgaven — van de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor het begrotingsjaar 1979, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken) :

	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vast-leggings-kredieten	Ordonnancings-kredieten
TITEL I			
<i>Lopende uitgaven</i>			
Bijkredieten voor het lopend jaar	14,4	—	—
Verminderings	21,4	—	—
Bijkredieten voor vroegere begrotingsjaren	18,0	—	—
TITEL II			
<i>Kapitaaluitgaven</i>			
Bijkredieten voor het lopend jaar	32,3	—	—
Verminderings	2,1	—	—
Bijkredieten voor vroegere begrotingsjaren	0,1	—	—

— Adopté.
Aangenomen.

II. Dispositions diverses

Art. 2. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

II. Diverse bepalingen

Art. 2. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen der Schatkist gedekt worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé demain au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen morgen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

COMMUNICATION DE M. LE PRESIDENT

MEDEDELING VAN DE VOORZITTER

M. le Président. — Voici le résultat du scrutin pour la désignation du deuxième candidat à une place de conseiller d'Etat.

Hier volgt de uitslag van de geheime stemming ter aanwijzing van de tweede kandidaat voor het openstaande ambt van Staatsraad.

Aantal stemmenden : 109.

Nombre de votants : 109.

Blanco- of ongeldige stembriefjes : 4.

Bulletins blancs ou nuls : 4.

Geldige stemmen : 105.

Votes valables : 105.

Volstreckte meerderheid : 53.

Majorité absolue : 53.

De heer Vanwelkenhuyzen bekomt 95 stemmen.

M. Vanwelkenhuyzen obtient 95 suffrages.

De heer Dupont bekomt 9 stemmen.

M. Dupont obtient 9 suffrages.

De heer Deschamps bekomt 1 stem.

M. Deschamps obtient 1 suffrage.

En conséquence, M. Vanwelkenhuyzen, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé deuxième candidat.

Bijgevolg wordt de heer Vanwelkenhuyzen, die de volstreckte meerderheid der stemmen heeft bekomen, tot tweede kandidaat uitgeroepen.

Nous allons procéder maintenant à la désignation du troisième candidat.

Wij gaan nu over tot de aanwijzing van de derde kandidaat.

— Il est procédé au scrutin.

Er wordt overgegaan tot de geheime stemming.

M. le Président. — Le scrutin est clos.

De geheime stemming is gesloten.

De uitslag van deze geheime stemming wordt u morgen bij het begin van de vergadering medegedeeld.

Onze agenda van vandaag is afgewerkt.

Le Sénat se réunira demain jeudi 13 novembre 1980 à 14 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen donderdag 13 november 1980 te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 15 h 50 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 15 u. 50 m.)